



Perspectives commerciales

L'ACCA salue la création du bureau d'Agriculture et d'Agroalimentaire dans la région de l'Indo-Pacifique

Les membres de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) ont reçu la ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Marie-Claude Bibeau, dans le cadre de la réunion de leur conseil d'administration en juin. La ministre a profité de l'occasion pour [annoncer](#) que le nouveau bureau d'Agriculture et Agroalimentaire du Canada en Indo-Pacifique sera situé à Manille, aux Philippines.



« Nous nous réjouissons que le nouveau bureau d'Agriculture et Agroalimentaire du Canada soit établi à Manille, un partenaire commercial de plus en plus important pour notre pays et un membre majeur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) », a déclaré le président de l'ACCA, Dan Darling. On peut lire [le communiqué de l'ACCA à ce sujet](#).



Les membres de l'ACCA ont remercié la ministre de la mise en place du bureau en Indo-Pacifique et ont échangé sur les possibilités majeures offertes aux exportateurs canadiens de produits agroalimentaires dans cette région.

L'ACCA accueille CropLife Canada et Soy Canada à titre de nouveaux membres

Le 7 juin dernier, CropLife Canada et Soy Canada ont adhéré officiellement à l'ACCA. L'ACCA se réjouit de prendre de l'expansion au moment où il est plus important que jamais de faire progresser le commerce libre et ouvert. En augmentant le poids de notre représentation, nous serons mieux en mesure de continuer à défendre les intérêts des exportateurs du secteur agroalimentaire et de collaborer avec le gouvernement ainsi qu'avec des organisations de l'industrie qui partagent nos valeurs.

Suivi sur les accords de libre-échange

Adhésions au Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)

Le PTPGP a reçu le 5 mai dernier une demande de l'Ukraine pour adhérer officiellement au PTPGP par le biais d'un avis de la part de la Nouvelle-Zélande à titre de dépositaire du PTPGP. L'Ukraine est le septième pays à présenter une demande officielle d'adhésion au PTPGP. Le gouvernement du Canada a [signalé son appui](#) à la demande de l'Ukraine.

Stratégie pour l'Indo-Pacifique

La ministre du Commerce international, Mary Ng, a [participé](#) à la réunion des ministres responsables du commerce de la Coopération économique Asie-Pacifique à Détroit (APEC), les 24 et 25 mai. Dans le cadre de la réunion de l'APEC, la ministre Ng a [rencontré](#) ses homologues de l'Indonésie, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines et du Japon ainsi que la directrice générale de l'OMC. La réunion ministérielle entre le Canada et l'Indonésie a permis de discuter de la présidence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) de même que des négociations commerciales en cours entre les deux pays.

Accord commercial des premiers progrès (ACPP) entre le Canada et l'Inde

Au début du mois de mai, la ministre Ng a [organisé](#) à Ottawa une rencontre du 6e Dialogue ministériel Canada-Inde sur le commerce et l'investissement en collaboration avec le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal. La réunion a permis de faire progresser les dossiers relatifs à l'ACPP et les ministres ont réaffirmé que l'accord couvrirait des domaines d'importance commune, dont des engagements de haut niveau en matière de biens, d'investissements et de services, et qu'il mettrait l'accent sur un ordre international fondé sur des règles, sur les obstacles techniques au commerce et sur le règlement des différends. La ministre Ng a aussi [annoncé](#) la tenue d'une mission commerciale canadienne en Inde et au Japon en octobre 2023.

Autres suivis

Réunions du G7

Le premier ministre Justin Trudeau a [participé](#) au Sommet du G7 qui s'est déroulé du 19 au 21 mai à Hiroshima, au Japon. Parmi les principaux résultats de la rencontre, notons que les dirigeants du G7 ont convenu de [publier](#) conjointement avec des pays partenaires l'Énoncé d'action d'Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente dans le but de s'attaquer aux besoins en matière d'aliments et d'alimentation. Leur énoncé conjoint a en outre réaffirmé leur engagement envers le commerce libre et ouvert. Dans une [déclaration](#) publiée par les ministres de l'Agriculture du G7, ces derniers insistent sur le fait que les négociations de l'OMC en agriculture doivent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations-Unies, « à la fois en matière de sécurité alimentaire et de durabilité ».

Cadre économique Indo-Pacifique : 3^e cycle

Le troisième cycle du Cadre économique Indo-Pacifique [s'est déroulé](#) du 8 au 15 mai à Singapour. Les discussions ont principalement porté sur le deuxième pilier, lequel traite de la résilience des chaînes d'approvisionnement. Jusqu'à maintenant, la série de chapitres publiée par le Représentant américain au commerce ne mentionne pas de mécanisme d'exécution. On s'attend à ce que le chapitre sur le commerce

traite d'agriculture, d'environnement, de facilitation du commerce, de transparence et de bonnes pratiques réglementaires.

Rencontre des ministres du Commerce de l'OCDE

Au début de juin, la ministre canadienne du Commerce international, Mary Ng, a participé à la réunion 2023 du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La ministre Ng a rencontré ses homologues d'Australie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis en vue d'aborder les questions de coercition économique liée au commerce et de pratiques commerciales inéquitables. Les ministres ont publié une [déclaration commune](#) contre cette coercition et les politiques et pratiques non axées sur les marchés.

Dans le cadre de cette déclaration, les signataires affirment leur engagement à repérer, prévenir, dissuader, et traiter la coercition économique liée au commerce ainsi que les politiques et pratiques non axées sur les marchés, notamment par l'intermédiaire d'instances multilatérales comme l'OMC. L'ACCA continuera de surveiller l'évolution des engagements liés à cette déclaration ainsi que les répercussions de ces dernières sur les acteurs commerciaux du Canada.

Conférence de la Mission d'innovation agricole pour le climat (AIMS4C)

Le sommet sur la Mission d'innovation agricole pour le climat a réuni des dirigeants mondiaux du secteur agricole a eu lieu à Washington DC, les 8 et 9 mai. La ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Marie-Claude Bibeau, y a participé. Lancée en novembre 2021, dans le cadre de la COP26, la Mission d'innovation agricole pour le climat (AIM4C) est une initiative dirigée par les États-Unis et les Émirats arabes unis.

Le Sommet vise à faire progresser les objectifs en matière de durabilité au sein du secteur agricole et à maintenir une chaîne d'approvisionnement alimentaire résiliente afin d'atténuer la faim dans le monde en intensifiant les sommes investies dans une agriculture adaptée aux changements climatiques. Au cours du Sommet, les Émirats arabes unis à titre d'hôtes de la COP28, [ont annoncé](#) que la transformation des systèmes alimentaires sera l'un des principaux thèmes du programme général de la conférence. Le cadre de travail permettra de canaliser les efforts visant à perfectionner les systèmes alimentaires mondiaux et à améliorer leur adaptation aux enjeux liés au climat, à la sécurité alimentaire et aux préoccupations sur la nutrition dans le monde.

Suivis relatifs à l'OMC

Comité de l'agriculture de l'OMC : CM13

Au début de mai, le président du comité de l'agriculture de l'OMC, l'ambassadeur Alparslan Acarsoy, [a tenu](#) deux séminaires thématiques sur l'accès aux marchés et les restrictions aux exportations de produits alimentaires. Les membres de l'OMC devaient discuter de deux volets :

- i) la contribution que la CM13 pourrait apporter pour améliorer la sécurité alimentaire;
- ii) les éléments d'un ensemble de mesures en agriculture qui seraient susceptibles d'être acceptables pour tous à la CM13.

Les membres ont globalement partagé l'idée que l'ensemble de mesures sur la sécurité alimentaire devrait être au cœur des résultats visés par la CM13, en raison du besoin urgent de combattre la faim dans le monde.

Les points de vue étaient toutefois divergents entre autres quant au contenu de l'ensemble de mesures, ainsi qu'à la portée et au niveau d'ambition. Les négociations vont se poursuivre au cours des prochaines réunions du comité prévues pour les 21 et 22 juin et les 17 et 18 juillet.

Mise en œuvre de la déclaration sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) à la MC12

Lors de la douzième Conférence ministérielle (CM12) tenue en juin 2022, les ministres ont [adopté](#) la « Déclaration relative aux questions SPS : Relever les défis SPS du monde moderne ». La déclaration reconnaît les nouvelles possibilités et les nouveaux défis liés à l'évolution du secteur agricole à l'échelle mondiale depuis l'adoption de [l'Accord SPS](#) en 1995. Elle donne donc pour instruction au comité SPS de mettre en place un programme de travail pour améliorer encore la mise en œuvre de l'Accord SPS en vue de mieux gérer les questions liées aux échanges internationaux de produits alimentaires, d'animaux et de végétaux.

Depuis juin 2022, le comité SPS s'est réuni en vue de réviser et d'améliorer l'application de l'Accord SPS. Plus récemment, entre le 8 et 11 mai, les membres de l'OMC ont [discuté](#) des progrès accomplis dans l'exécution du programme ainsi que des améliorations possibles visant à renforcer les travaux du comité sur la sécurité alimentaire et la santé des animaux et des végétaux. Le comité prévoit de soumettre aux ministres ses conclusions et ses recommandations sur le programme au cours de la CM13. L'application de l'Accord SPS est déterminante dans la question des barrières non tarifaires émergentes sur les SPS et du protectionnisme accru en matière de commerce dans le secteur de l'agriculture.

De la Colline parlementaire

Comité permanent de la Chambre des Communes sur le Commerce international (CIIT): Examen des barrières non tarifaires

Le 4 mai dernier, le trésorier de l'ACCA, Dave Carey, et le directeur général intérimaire, Adam Taylor, ont [présenté](#) un exposé au Comité permanent de la Chambre des Communes sur le Commerce international, lequel examine actuellement les accords internationaux commerciaux existants et potentiels du Canada, une étude réclamée depuis longtemps par l'ACCA.



L'ACCA a partagé avec le comité le fait que les mesures non tarifaires demeurent la principale source de perturbation du commerce canadien dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire au sein de notre économie générale. Globalement, les mesures non tarifaires augmentent le coût des biens agricoles et ont un impact majeur sur les prix payés par les consommateurs.



Alors que les prix des aliments atteignent des niveaux records, l'ACCA exhorte les parlementaires à reconnaître la nécessité d'ouvrir le commerce agricole afin que les aliments soient plus abordables et plus accessibles. Voir ici la [présentation](#) de l'ACCA.

Représentations contre le projet de loi C-282

L'ACCA demeure le principal groupe à s'opposer au projet de loi C-282 qui cherche à exclure la gestion de l'offre des futures négociations commerciales. Outre ses interventions auprès de divers médias et au cours de rencontres de relations publiques, l'ACCA continue de rencontrer des parlementaires afin de signifier son opposition au projet de loi et à présenter nos arguments expliquant pourquoi ce projet de loi est néfaste pour une économie hautement diversifiée comme celle du Canada. Étant donné que le projet de loi C-282 a été [adopté](#) en troisième lecture le 21 juin, la CAFTA rencontre de manière proactive les sénateurs pour les inciter à faire preuve de diligence raisonnable dans la chambre haute. L'ACCA continuera à exprimer vigoureusement son appui au libre-échange et à affirmer que ce projet de loi mine la crédibilité du Canada sur la scène mondiale en matière de protectionnisme.

« Partner in Food Security: Canada's Opportunity for Agri-Food Trade with ASEAN »

Le rapport sur les possibilités associées au commerce agroalimentaire avec l'ANASE pour le Canada a été commandé par [Canada-ASEAN Business Council \(CABC\)](#) et rédigé par quatre étudiants de cycle supérieur de l'université de la Colombie-Britannique. Il propose six stratégies dans le cadre du Partenariat pour la sécurité alimentaire. Ces six stratégies visent à utiliser les forces du Canada dans le domaine de l'agroalimentaire en vue d'accroître le commerce agroalimentaire tout en répondant aux besoins de l'ANASE en matière de sécurité alimentaire. Pour en savoir davantage à ce sujet, cliquer [ici](#).

Autres lectures suggérées

- [Article : Commerce multilatéral : Le génie vert européen à l'OMC](#)
- [Article : Pourquoi le monde a encore besoin de commerce international. Pourquoi conserver et ne pas abandonner la mondialisation](#)
- [Le Canada accepte formellement l'Accord sur les subventions à la pêche](#)
- [Un nouveau portail de données sur le commerce mondial donne accès à des données commerciales en temps réel](#)

Pour nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org

Suivez-nous :



[@CAFTA_ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA)